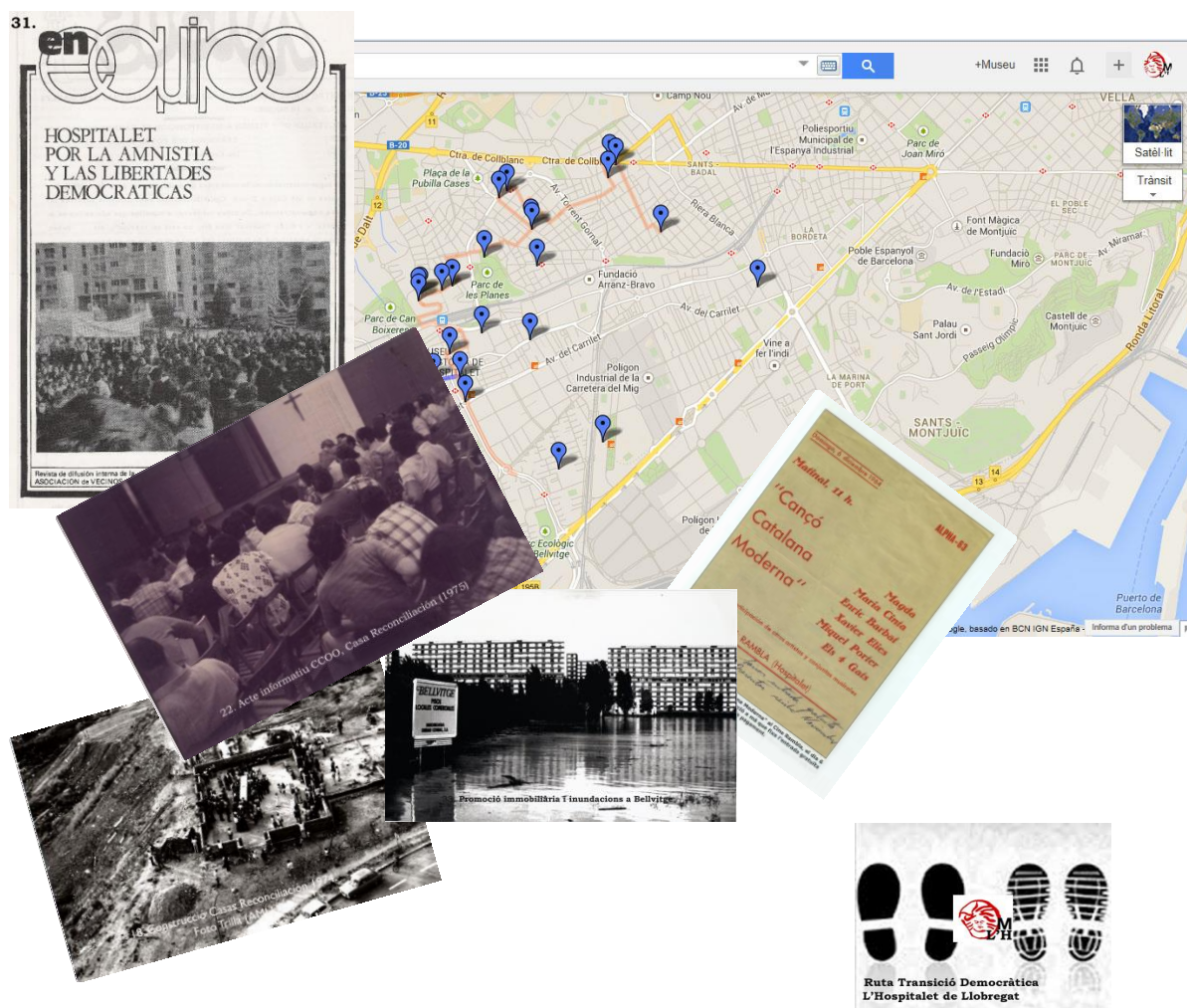




Museu de L'Hospitalet
Can Riera. Espai de memòria

ROUTE DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE À L'HOSPITALET DE LLOBREGAT. Ressource éducative



Agustín Castellano Bueno
Mars 2014



Ajuntament de L'Hospitalet

TABLE DES MATIÈRES

Présentation	3
Introduction	4
Ressource éducative	5
Objectifs généraux	5
Développement de l'activité	
• Observations et considérations préalables	6
• Liste de stations regroupées par quartiers	6
• Aspects que traitera la route	7
Cadre chronologique et contexte	8
L'Hospitalet de Llobregat	8
• Population	8
• Urbanisme	9
• Économie et société	9
Stations	
1. Club Pimpinel·la	10
2. Parc de la Marquise	11
3. Église Sant Ramon Nonat	12
4. Samper S.A. et Frasquerías Pedret	13
5. Hôpital Général de l'Hospitalet	14
6. Pylônes électriques	16
7. Centre Social de La Florida	17
8. Église Nuestra Señora de la Llum	17
9. Immeubles Florida	19
10. Parc de Les Planes / La Cardoner	19
11. Lycée Torras i Bages	20
12. Place de la Carpa	20
13. Maison de la Réconciliation	22
14. École pour adultes de Can Serra	24
15. Groupe d'Objecteurs de Can Serra	25
16. La Farga - Altos Hornos de Cataluña S.A.	27
17. Centre catholique	29
18. L'Hôtel de ville	31
19. le pâté de maison des Syndicats	33
20. Église Sant Josep	34
21. Le pont de la Liberté	34
22. Église Sant Isidre	35
23. Immeubles de Bellvitge et Association d'habitants	36
24. Hôpital de Bellvitge	37
25. Quartier d'El Gornal	38
Bibliographie	39
Zone web	41
Itinéraire	42
Route dans Google Maps avec ressources d'Internet	44
Fiche d'activités	45
Liste d'images et documents	46

ROUTE DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE À L'HOSPITALET DE LLOBREGAT

Présentation

Le **Musée de l'Hospitalet** consacre un des trois édifices centraux, situés sur l'axe patrimonial de la rue du Xipreret, à la mémoire démocratique, plus concrètement la ferme de Can Riera (XVI^e s.).

Can Riera-Espace de mémoire de l'Hospitalet est un centre d'interprétation, documentation, consultation et ressources pédagogiques conçu pour faire connaître la période historique de la ville qui va de la II^e République à la transition démocratique et, tout particulièrement, la participation de l'Hospitalet à la lutte antifranquiste.

Les différentes ressources pédagogiques existantes proposent des ateliers et des itinéraires urbains qui tournent autour de la II^e République, la Guerre d'Espagne et l'après-guerre et offrent ponctuellement quelques explications sur la période allant de 1960 à 1980 (notamment 1970-1980) connue comme la transition démocratique.

La conception de cette Route de la transition démocratique à (RTDLH) est un premier pas pour compléter ces quelques explications.

La Route est une activité limitée dans le temps, ce qui oblige à faire un exercice de synthèse. Néanmoins, dans les dernières années, nous avons assisté à une prolifération de travaux et études qui satisferont les personnes les plus intéressées.

Une brève explication de la Route de la transition démocratique à l'Hospitalet peut être abordée sous différents angles. Mais indépendamment de la perspective choisie, vu la richesse de la bibliographie, il est possible d'oublier certains activistes, organisations ou emplacements. C'est pourquoi une bibliographie complémentaire est proposée pour compléter l'information.



La Route est une activité qui nous permet de transmettre des connaissances à travers un itinéraire urbain. La ville, les rues, les édifices, les carrefours illustrent et renforcent les explications. L'itinéraire met en évidence la complexité de l'environnement et permet de construire une cartographie mentale aidant à la compréhension.

Introduction

La RTDLH recueille certains des faits historiques majeurs de l'Hospitalet de la période 1960-1980 étudiés par l'historiographie locale, en mettant particulièrement l'accent sur la confluence structurelle de différents mouvements (de quartiers, ouvrier, religieux, culturel et politique) en tant que constructeurs d'une « nouvelle » citoyenneté, d'une part, mais sur la lutte pour l'obtention des droits politiques, sociaux, économiques et culturels, d'autre part.

La ville de L'Hospitalet n'est pas étrangère au processus de transition démocratique que vécut le pays. Entre 1960 et 1980, un mouvement d'opposition au franquisme se cristallisa au sein de la société de l'Hospitalet et devint innovant et paradigmatique dans certains de ses aspects, un modèle à suivre pour d'autres territoires.

Les années précédant la transition démocratique, avant les années 60 donc, se caractérisent par une forte répression de l'opposition au régime qui était alors clandestine. Parmi les opposants (habitants de L'Hospitalet) se trouvent des politiciens, des syndicalistes et des activistes culturels de tradition républicaine, des anarchistes, des libertaires et des communistes.

Les éléments clés qui expliquent la singularité de L'Hospitalet dans le processus de transition démocratique résident dans les changements économiques, démographiques et, par conséquent, urbanistiques que vécut la ville à cette période.

La consolidation structurelle de cette réalité sociale favorisa l'élargissement des cercles de l'opposition au franquisme mais avec de nombreuses difficultés et risques individuels encore vu l'immobilisme du régime.

Ressource éducative

Contenu et matériel :

1. Dossier pour l'éducateur/enseignant
2. Bibliographie et zone web
3. Itinéraire et descriptions des stations dans Google Maps avec des liens vers des ressources d'Internet.
4. Fiche d'activités
5. Reproductions d'images et documents pour illustrer les explications.

Adressée à des éducateurs et enseignants qui peuvent travailler les concepts fondamentaux exposés avec les élèves participant à la route.

Le dossier de l'éducateur permet de structurer l'information et de l'adapter au programme des matières d'histoire, d'orientation éducative, de philosophie etc., en intégrant dans leur contexte éducatif et formatif les concepts et ressources appris avec leurs élèves et participants.

Objectifs généraux

- Connaître le contexte historique du processus de transition démocratique dans le pays en général et à L'Hospitalet en particulier.
- Connaître certains faits historiques fondamentaux pour comprendre la période étudiée.
- Mettre en valeur le rôle des hommes et des femmes en tant qu'acteurs individuels et collectifs du processus.
- Assumer les valeurs démocratiques dans la cohabitation et l'environnement en rejetant les situations injustes et discriminantes.
- Comprendre la valeur historique et patrimoniale des sources historiques en tant que témoignage du passé.



- Promouvoir la génération d'une identité locale en mettant en valeur les espaces et services publics issus de la demande collective.

Développement de l'activité

Observations et considérations préalables

- L'itinéraire contient 25 stations au total.
- Le parcours est de 7 km à pied et dure deux heures environ.
- Certaines stations sont en dehors de l'itinéraire suggéré et il est donc conseillé de les expliquer au point précédent indiqué.
- Il est conseillé d'achever l'itinéraire à la station 23, à côté du métro L-1 Bellvitge.

Liste des stations regroupées par quartiers :

Collblanc et La Torrassa

1. Club Pimpinel·la Pl. Espanyola 8-9.
2. Parc de la Marquise. Route de Collblanc 67-73
3. Église Sant Ramon Nonat de Collblanc. Route de Collblanc 72
4. Samper et Frasquerías Pedret. Passage Amat s/n

Pubilla Casas

5. Hôpital Général de l'Hospitalet, ancienne Croix Rouge. Avenue Josep Molins, 29-41

La Florida – Les Planes

6. Pylônes électriques. Av. Primavera et Av. Catalunya
7. Centre social La Florida. 62, rue Enginyer Moncunill
8. Église Nuestra Señora de la Llum. Rue Enginyer Moncunill
9. Immeubles Florida. Pl. Blocs Florida
10. Parc Les Planes / La Cardoner

Can Serra

11. Lycée Torras i Bages. Av. de Can Serra, 101
12. La Carpa. Pl. de la Carpa
13. Maison de la Réconciliation 1974. Av. Can Serra 80-82
14. École pour adultes de Can Serra. Av. Can Serra 80-82
15. Groupe d'Objecteurs de Can Serra. Av. Can Serra 80-82

El Centre, Sant Josep

16. La Farga - Altos Hornos de Cataluña S.A. 2, rue de Barcelona
17. Centre catholique. 34, Rambla de Just Oliveras
18. Hôtel de ville de L'Hospitalet. Place de l'Ajuntament
19. Pâté de maison des Syndicats
20. Église Sant Josep (145, rue d'Enric Prat de la Riba)
21. Pont de la Liberté Av. Del Carrilet / Rambla de la Marina

Santa Eulàlia et Granvia Sud

22. Église Sant Isidre. 3, rue de l'Aprestadora

Bellvitge et El Gornal

23. Immeubles de Bellvitge et Association d'habitants
24. Hôpital de Bellvitge
25. Le quartier d'El Gornal

Aspects que traitera la route

- Contexte historique et politique
 - État
 - Catalogne
- Axes centraux de L'Hospitalet
 - Urbanisme
 - Population
 - Économie
 - Politique – municipalité
- Acteurs du changement
 - Associations d'habitants
 - Partis politiques
 - Syndicats
 - Centres ecclésiastiques
 - Associationnisme

Cadre chronologique et contexte

La dénommée transition démocratique est un processus politique et social. Il n'existe pas de consensus pour l'établir à une date précise mais la mort de Franco le 20 novembre 1975, la tenue des premières élections générales démocratiques en 1977 en Espagne, l'adoption de la Constitution de 1978 consacrant un État social, démocratique et de droit et les élections au Parlement de Catalogne en 1980 sont des faits majeurs du processus.

De nombreux changements se concentrèrent et se succédèrent au sein de la vie politique et sociale du pays dans une brève période de temps, moins de dix ans. Avec la distance, nous pouvons les comprendre comme la précipitation naturelle des processus qui avaient déjà été entamés des années avant, certains timidement, d'autres avec plus de force.

Il faut également rappeler certains épisodes qui firent murent en danger le processus, comme l'assassinat des avocats d'Atocha (1977) ou le coup d'État manqué du lieutenant-colonel de la Guardia Civil, Antonio Tejero, en 1981.

D'autres dates, dont il reste encore à savoir s'il faut les inclure ou non dans la transition, sont l'assassinat de Carrero Blanco en 1973, le référendum de l'OTAN en 1986 et l'adhésion de l'Espagne à la CEE en 1986. Certains considèrent que la transition prit fin avec la victoire du Partido Popular et de José María Aznar aux élections générales de 1996.

L'Hospitalet de Llobregat

La ville de L'Hospitalet n'est pas étrangère au processus de transition démocratique que vécut le pays. Entre 1960 et 1980, un mouvement d'opposition au franquisme se cristallisa dans la société de L'Hospitalet et devint exemplaire et paradigmatique dans certains de ses aspects, un modèle à suivre pour d'autres territoires.

Les années précédant la transition démocratique, avant les années 60 donc, se caractérisent par une forte répression de l'opposition au régime qui était alors clandestine. Parmi les opposants (habitants de L'Hospitalet), se trouvent des politiciens, des syndicalistes et des activistes culturels de tradition républicaine, des anarchistes, des libertaires et des communistes.

Les éléments clés qui expliquent la singularité de L'Hospitalet dans le processus de transition démocratique résident dans les changements économiques, démographiques et, par conséquent, urbanistiques que vécut la ville à cette période.

La consolidation structurelle de cette réalité sociale favorisa l'élargissement des cercles de l'opposition au franquisme mais avec de nombreuses difficultés et risques individuels encore vu l'immobilisme du régime.

Population

Pour comprendre l'influence du facteur de la population, il faut connaître quelques données.

- Entre 1940 (51 249 hab.) et 1965 (180 140), la population connut une croissance de 350 %.
- Dans les années 60, le rythme de croissance annuelle était de 10 000 nouveaux habitants.
- En 1970, L'Hospitalet avait 282 141 habitants.
- La structure de la population est très jeune, avec 22,49 % de personnes de moins de 15 ans et 5,31 % de personnes de plus 65 ans.
- L'Hospitalet fut la ville espagnole qui reçut le plus fort pourcentage de population migrante.
- Avec 300 000 habitants, la ville avait droit à un siège de représentant aux Cortès.

La tendance à la croissance s'interrompt en 1986, avec une première stagnation de la population à 279 779 habitants (30 % de retour aux lieux d'origine ; 70 % de changement de domicile dans la région métropolitaine). Cela supposa une diminution de la population absolue due à la pénurie de logements.

Urbanisme

Dans les années 50, la pression démographique mène à la création de nouveaux quartiers autour de petits groupes de construction : La Florida (immeubles Onésimo Redondo 1955), Pubilla Casas, Sanfeliu.

Dans les années 60, un nouveau modèle urbanistique apparaît, basé sur de grands quartiers d'habitations : Bellvitge (1965), Can Serra (1966) et El Gornal (1974).

À l'inverse, les quartiers historiques El Centre, Sant Josep, Santa Eulàlia et Collblanc, où la population se concentrait traditionnellement, perdent de la population dans l'ensemble de la ville.

Il existe à cette période un manque de planification urbanistique mais aussi des plans partiels modifiés au gré des intérêts.

L'augmentation de la population associée à la croissance urbanistique sans planification devient une source de conflits à cause du manque de services essentiels et élémentaires en tout genre : transports en commun, soins médicaux, école, égouts, éclairage public, etc.

Économie et société

L'économie de L'Hospitalet au XX^e siècle est essentiellement définie par le fonctionnement d'une zone plus vaste, la zone d'influence de Barcelone. En ce sens, le Plan de stabilisation de 1957 supposera le début d'une étape dans le tissu industriel de L'Hospitalet et la fin d'une autre.

La nouvelle étape représentera le déclin de l'industrie textile et la disparition progressive des grandes entreprises, comme Vilumara, Trinxet et Tecla Sala, mais aussi de l'agriculture. En revanche, elle supposera la croissance de l'industrie métallurgique et la naissance du secteur tertiaire.

La forte immigration provenant d'Andalousie, Estrémadure et Castille – main d'œuvre non qualifiée essentiellement – sera victime de l'exploitation du capitalisme sauvage. Les problèmes au sein des relations industrielles donnent lieu aux premières organisations de travailleurs (1966, première Comisiones Obreras à L'Hospitalet).



La transformation de la production à L'Hospitalet était accompagnée d'une plus forte inadéquation de l'emploi aux habitants de la localité qui, avec la pression démographique et la croissance urbanistique, favorisait la banéisation de la ville.

La crise économique de 1973 mit en relief les contradictions du système et apparut dans toute sa cruauté à L'Hospitalet.

Les « acteurs et moteurs de changement » sont : les associations d'habitants, les partis politiques, les syndicats, les centres ecclésiastiques, l'associationnisme culturel. L'explication, au cours de l'itinéraire !

Collblanc-La Torrassa

1. Club Pimpinel·la Pl. Espanyola 8-9

Pendant la dictature, l'activité culturelle non officielle ne pouvait avoir lieu qu'au sein de quelques associations et avec le soutien de certaines églises. À la fin du régime, ces espaces devinrent le cadre des réunions syndicales et politiques clandestines, des assemblées d'habitants, des centres d'alphabétisation et d'enseignement du catalan.

Le Club Pimpinel·la (1945-1972) sut s'adapter aux besoins sociaux d'une jeunesse que ne trouvait pas d'espace où développer ses activités. Il accueillit un groupe de jeunes qui abandonnèrent l'UEC à cause de son manque d'engagement envers le catalanisme (peu de soutien aux personnes de l'UEC qui furent arrêtées en 1962 pour la distribution de propagande du Front Obrer Català).

À la seconde moitié des années 60, Joan Rimbau, né à La Havane de parents catalans et très rattaché au PSUC, qui croit à la valeur du tissu associatif, en est le président.

La première réunion de la toute récente Comisiones Obreras à L'Hospitalet eut lieu au Club Pimpinel·la en 1966.

Au cours de la période 1962-1969, année de la constitution de l'Association d'habitants, le Club Pimpinel·la fut l'organisation qui mena à bien le plus grand nombre d'activités du quartier, sans la participation des deux églises.

Au printemps 1976, dans un local de Bellvitge, l'Union locale d'UGT à L'Hospitalet fut constituée par Ramon Fernández Jurado, Ignacio Pujana et Garcilaso Aguado. La présentation publique dans les jours qui suivirent eut lieu au théâtre de l'école Santiago Apòstol (près de la place Espanyola). Conscients de la faible implantation du syndicat dans la ville, les organisateurs furent surpris par la forte affluence qui dépassa largement la capacité de l'auditorium.

Images et documents



2. Pl. Espanyola, Nadal de 1965 (Recull d'imatges Revista El Tot L'H)

Nº 2

Club Pimpinel·la et la place Espanyola, Noël 1965 (Recueil d'images *El Tot L'H*)

2. Parc de la Marquise (67-73, route de Collblanc)

En 1970, la Plan partiel d'aménagement urbain pour Collblanc – La Torrassa, présenté par la mairie, concernait 998 familles des 11 000 qui vivaient dans le quartier. La planification d'équipements comme un parc ou un terrain de basket et la création de nouvelles rues supposait la démolition de plus de 800 logements.

L'opposition des habitants fut immédiate vu qu'ils n'avaient pas été consultés et qu'ils ne savaient pas quelle solution serait proposée aux familles touchées. Sept cent quatre-vingt-quinze contestations furent présentées. La mobilisation des habitants, qui se matérialisa par des réunions, des assemblées et des manifestations en tout genre, fut relayée par le journal La Vanguardia. L'administration locale fut débordée par l'avalanche des protestations.

Ce Plan d'aménagement urbain de Collblanc-La Torrassa accéléra la mobilisation citoyenne et la création de l'Association d'habitants de Collblanc-La Torrassa en 1971 (qui eut son premier siège au Bar Rius de la rue Llobregat puis déménagea rapidement à la rue Llansà). Le premier groupe fut créé à l'église Sant Ramon Nonat pour lutter contre les démolitions partielles des rues Progrés et Occident. Faisant valoir la nouvelle Loi sur les associations de 1964, l'Association d'habitants fut constituée en mars 1971 et mena à bien une partie de ses activités dans les locaux de l'église ; elle y tenait par exemple des séances de cinéma en collaboration avec le Ciné club Buñuel (1975).

Le 25 septembre 1972, l'association convoqua une assemblée au Club Pimpinel·la pour décider de lutter contre le Plan. En 1974, le Tribunal du contentieux administratif débouta les contestations de l'association, qui saisit alors la Cour suprême où tout s'acheva définitivement quand le dictateur mourut en 1975.

L'Association d'habitants de Collblanc-La Torrassa mena à bien d'autres revendications et protestations, comme la demande de réhabilitation de la Riera Blanca, rue partagée avec Barcelone fréquemment inondée par les pluies, tout comme l'avenue du Torrent Gornal. Elle fut également importante pour la récupération du Parc de la Marquise pour le quartier, acquis finalement par la mairie vu le manque d'espaces verts. Le Parc de la Marquise est donc un symbole de la lutte pour l'amélioration du quartier contre la spéculation urbanistique qui a fait tant de mal à L'Hospitalet.

Images et documents



Nº 3

Parc de la Marquise et mairie du quartier Collblanc-Torrassa (années 70)



Nº 4

Affiche *Nous avons sauvé le parc pour la démocratie*, 1977.
Fonds Felip Gómez – Mercè Olivares. AMLH R. 5714

3. Église Sant Ramon Nonat et Association d'habitants (72, route de Collblanc)

L'église Sant Ramon Nonat (commune de Barcelone) accueillit des réunions clandestines, en particulier de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) dans les années 60. La JOC fut l'école de futurs dirigeants du mouvement ouvrier et politique.

Les églises de L'Hospitalet et le clergé de base eurent une influence sur le développement du mouvement ouvrier et populaire. Ce fut une prise de position nettement opposée au régime et à la hiérarchie de l'Église.

Un débat se produisit au sein de l'Église (Concile Vatican II 1959-1965) autour de l'administration des sacrements et l'engagement envers le mouvement ouvrier. Une petite partie de l'Église catalane s'orienta vers une pensée catholique à caractère progressiste et de nombreuses églises effectuèrent des réformes de la liturgie, de la vie paroissiale et de l'image publique des prêtres. Les maisons paroissiales devinrent des centres de dynamisation populaire dirigés par les dénommés « prêtres ouvriers ». Ils réalisèrent également différentes activités associatives, dont les plus connues sont les cours de lecture et de catalan pour adultes qui existaient déjà dans les années 60.

Églises de L'Hospitalet et prêtres responsables des centres paroissiaux :

1. Sant Ramon Nonat : Josep Breu
2. Santa Eulàlia : Jaume Madina
3. Sant Isidre : Joan Carrera
4. Sant Josep : Leandre Gassó
5. Bellvitge : Pepe Ituarte
6. Can Serra : Jaume Botey, Josep Fabró
7. Almeda (Cornellà) : Oleguer Bellavista

Dès les années 60, un double phénomène d'opposition au régime apparut, celui du mouvement ouvrier qui s'inclut dans un autre : la rupture de la pratique pastorale imposée par le national-catholicisme. Les prêtres cédaient les temples et édifices paroissiaux pour la tenue de réunions clandestines. L'espace paroissial présentait certaines garanties de sécurité du fait d'être cautionné par l'Église, pilier structurel du régime franquiste.

Cette action paroissiale à L'Hospitalet ne fut pas isolée, elle se produisit aussi à Santa Coloma de Gramenet et à Les Arenes de Terrassa. Le mouvement du clergé de base était organisé et coordonné par le vicaire épiscopal Joan Batlles.

Autour de l'église Sant Ramon Nonat, un groupe de chrétiens et de personnes rattachées au PSUC fut créé, dirigé par Felip Gómez et Mercè Olivares, qui donnerait finalement lieu à l'Association d'habitants de Collblanc - La Torrassa.

En 1978, le Congrès de la Fédération catalane du PSOE eut lieu à l'église Sant Ramon Nonat, au cours duquel un nouveau comité exécutif fut constitué, dont G. Aguado était membre ; le secrétaire était Josep Maria Triginer, qui joua un rôle clé dans le processus d'unification socialiste et lors du congrès qui constitua le Parti des Socialistes de Catalogne (PSC-PSOE), dont il serait membre de la direction.

4. La SAMPER S.A. et Frasquerías Pedret. Passage Amat s/n

Il y avait dans cette zone de Collblanc (Passage Amat) une concentration industrielle relativement importante. Il faut citer la société Frasquerías Pedret, qui produisait des récipients en verre et employait 260 travailleurs dans les années 80, et Myrurgia avec 260 employés.

La crise économique des années 70 obligea Frasquerías Pedret à envisager de déplacer ses installations, ce à quoi les travailleurs s'opposèrent en s'enfermant dans les locaux en signe de protestation. Les employés de SAMPER se solidariserent avec eux et les aidèrent en leur apportant de la nourriture.

SAMPER (environ 200 employés) était une fonderie, une entreprise du secteur métallurgique donc, où un petit noyau de militants du PSUC (José Carrasco et Jaume Valls) constitua en 1966 la première Comisiones Obreras organisée à L'Hospitalet.

Il faut rappeler la constitution de Comisiones Obreras à l'église Sant Medir (Barcelone) en 1964. Il y avait lors de cette réunion constitutive une représentation importante de L'Hospitalet.

Comisiones Obreras se présentait comme une organisation syndicale alternative à l'organisation syndicale officielle du régime représentée par le Syndicat vertical. Le Syndicat vertical ou OSE (Organisation syndicale espagnole) intégrait dans une seule structure verticale de relations industrielles les travailleurs (appelés producteurs) et les patrons, dans de soi-disant conditions d'égalité.

Comisiones Obreras employa la stratégie de l'infiltration lors des élections syndicales de 1963 afin de tirer profit de la structure du Syndicat vertical et de pouvoir élargir sa capacité d'action contre le régime. Un grand nombre de travailleurs de L'Hospitalet fit partie de ces dénommés jurys d'entreprise en tant que représentants syndicaux.

Chez SAMPER, les travailleurs réclamaient des droits élémentaires recueillis dans les règlements de l'époque mais n'étaient jamais respectés : congés, conditions de travail, mesures d'hygiène, cantine, etc. Les revendications concernant l'égalité salariale fut au cœur du conflit. Après une période de lutte, qui comporta même des menaces et des licenciements, les travailleurs obtinrent la réadmission de certains licenciés et l'égalité des salaires.

José Carrasco était le représentant syndical et Jaume Valls fut un autre des acteurs majeurs de ces actions.

En 1967, 40 opposants au régime furent arrêtés à l'église Almeda à Cornellà ; quatre étaient de L'Hospitalet, dont Jaume Valls.



Nº 5

Affiche de Comisiones Obreras à L'Hospitalet. Fonds R. Luque. AMLH R. 8726

PUBILLA CASAS

5. Hôpital Général de L'Hospitalet, ancien hôpital de la Croix Rouge.

Pl. Mare de Déu del Pilar ; Av. Josep Molins/Av. Isabel la Catòlica/Av. Miraflores

Ce quartier vécut un phénomène social à caractère culturel simultanément au processus politique de la transition démocratique en cours dans toute la ville. Nous parlons des processions religieuses organisées par la société civile sans la bénédiction de l'Église.

En 1977, dans un bar du quartier, quinze hommes d'origine andalouse regardaient à la télévision la retransmission d'une procession à Séville. Spontanément, ils improvisèrent un char de procession de Pâques. Dans la rue, des voisins s'unirent au cortège en chantant des *saetas*. « *Ce n'était pas une caricature ni une moquerie, ni du folklore, ni de la superstition. C'était la manifestation d'un sentiment religieux non satisfait.* » (Botey, 2009) C'est ainsi que naquit la *Confrérie 15+1* dont les actes sont devenus des plus fréquentés de L'Hospitalet avec le temps.

Ce carrefour, devant l'hôpital inauguré en 1971, est un lieu symbolique du parcours de la procession. C'est une halte obligatoire. La *Confrérie 15+1* conçut un mécanisme placé à l'intérieur du Christ portant la croix. Devant l'hôpital, la statue du Christ fait le signe de la croix pour bénir les malades. C'est un moment attendu par la foule et vécu avec une émotion intense. Ici, au beau milieu des quartiers Pubilla Cases et La Florida, la « représentation » du Christ condensait des expériences et des émotions individuelles et collectives (familles, agriculteurs, habitants du quartier).

Ayant une forte concentration d'immigrés d'origine andalouse, ces quartiers (La Florida et Pubilla Casas) mettent en évidence que ce phénomène culturel est la continuité et l'évolution naturelle des liens de solidarité établis. « *Les processions de Pâques étaient un exemple de construction de symboles, même dans le sens le plus matériel et physique du terme, par les habitants. (...). L'expérience migratoire avait été la colonne vertébrale d'une ethnicité andalouse (...) les processions recueillaient des éléments rituels de différents endroits (...) c'était des processions andalouses. Et sentir que l'on faisait partie de la société d'adoption, lutter même collectivement pour l'améliorer, pouvoir s'y exprimer librement même dans le domaine culturel étaient des éléments qui généraient des sentiments de catalanité* » (C. Parramon, 1999)

L'opposition citoyenne s'exprimait aussi à travers des associations culturelles de type plus ludique, des associations sportives, flamencas, colombophiles... dont nous citons les suivantes :

- Association taurine *Los de Ayer y los de Hoy*
- Association flamenca *Antonio Mairena*
- Association taurine *José Vera*
- Société de colombiculture de *Can Vidalet*

Quant aux activistes antifranquistes du quartier, il faut citer Carmen Díaz (Cartagena 1916-L'Hospitalet 2003). Elle s'installa à L'Hospitalet en 1951, tout d'abord à Collblanc puis à Pubilla Casas. Carmen transmettait le témoignage des républicains vaincus lors de la Guerre d'Espagne. Elle fuyait la répression de l'après-guerre et n'abandonna pas sa militance communiste qu'elle exerçait à L'Hospitalet avec le PSUC en

même temps qu'elle collaborait avec le mouvement de quartier de l'Association d'habitants de Pubilla Casas, l'Association culturelle et récréative Rumbo et la Maison culturelle pour femmes de la Florida.

Images et documents



Nº 6

Arènes itinérantes pour les fêtes du quartier (Av. Primavera)

Nº 7

Pâques dans la ville. La Confrérie 15+1 organise cinq processions... (Hémérothèque. Diari L'Hospitalet, 10/04/1995)



7..

LA FLORIDA et LES PLANES

6. Pylônes électriques. Av. Primavera et Av. Catalunya

Dans les années 60, les quartiers de Pubilla Casas et La Florida se caractérisèrent par l'autoconstruction, la spéculation et la construction verticale : forte densité de population, conditions urbanistiques précaires et pénurie de services et espaces verts. Le métro n'y arriva qu'en 1973.

Les pylônes électriques caractéristiques peuplaient les quartiers. Les lignes électriques ne furent enterrées qu'en 1993, après de nombreuses revendications des habitants.

Images et documents



Nº 8

Pylônes électriques sur l'Av. Primavera)



Nº 9

Idem

7. Centre social de La Florida, 62, rue de l'Enginyer Moncunill

Les onze immeubles (104 logements) furent bâtis au milieu des années 50 par la société de services électriques FECSA pour ses employés. FECSA céda les locaux à l'église Nuestra Señora de la Llum.

Pendant la transition démocratique, le Centre social de La Florida fut un des maillons les plus solides de la chaîne d'opposition au franquisme mais aussi un espace de formation de futurs dirigeants politiques, dont certains furent au-delà de la sphère locale.

Cet espace était l'exemple le plus significatif de L'Hospitalet où tous les acteurs sociaux du changement se concentraient et manifestaient. L'histoire du Centre social La Florida peut nous faire penser que l'église était une partie importante des secteurs antifranquistes de l'Église catholique ; elle ne fut pas pionnière en la matière mais au fil du temps le Centre reçut aussi son soutien. (C. Parramon, 2008)

Images et documents



Nº 10

Église Nuestra Señora de la Llum, milieu des années 50

8. Église Nuestra Señora de la Llum. Rue de l'Enginyer Moncunill

Le père Murillo, prêtre engagé envers la classe ouvrière, céda les locaux de l'église pour les réunions clandestines des travailleurs de Comisiones Obreras et des militants du PSUC ; ces locaux furent même le lieu de naissance de l'Association d'habitants La Florida et le berceau d'organisations d'activisme culturel alternatif à la culture officielle du régime. En somme, nous pouvons dire que c'était un centre d'agitation antifranquiste.

Le Centre social La Florida fut fondé en 1961 par Caritas en suivant le modèle d'autres centres de Barcelone. Ces derniers comblaient les manques de l'État en matière de services sanitaires, scolarisation et assistance sociale (Paquita Fontboté, assistante sociale à Caritas Diocesana, fournissait des conseils sur des sujets comme la retraite, les aides, les dons etc.).

En 1965, les nouvelles installations furent inaugurées, avec des services adressés à la communauté comme un cabinet médical et un dispensaire. Un cabinet juridique s'y établit également pour fournir un conseil en matière de logement et de travail.

Au départ, des tensions se produisirent entre les responsables du centre et un groupe de jeunes de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Finalement, la JOC en assuma la direction.

Malgré la censure, le Centre social la Florida organisait des forums de cinéma, des conférences et des représentations de théâtre – de la troupe Grup Apha 63 de L'Hospitalet – aux contenus engagés. L'organisation Omnium Cultural commençà à y donner des cours de catalan dès 1970. Quelqu'un a dit qu'il « est évident que le centre était déjà une île de liberté et une école de citoyens actifs. » (C. Parramon, 2008).

Vers 1975, le PSUC avait entre 30 et 80 militants à L'Hospitalet. Sa mission était d'organiser des noyaux de commissions ouvrières, faire du prosélytisme politique, de la diffusion et de la propagande (revues *Treball* et *Mundo Obrero*). Ces militants étaient intégrés dans d'autres groupes d'esprit démocratique non communistes au Centre social La Florida. Certains d'entre eux se distinguèrent des années plus tard par leur parcours politique : Santiago Díaz, Salvador Pastor, Clara Parramon, Joan Saura et Dolors Calvet.

La première grande revendication consista à exiger des places scolaires, avec une grande campagne organisée en 1972. Deux écoles publiques furent finalement bâties dans le quartier : l'école Eduard Fontseré et la Joquim Ruyra.

Il faut également citer les revendications pour transformer le terrain connu comme « El SEPU » en un espace vert et de loisirs (espace pour la tenue de fêtes populaires, courses de taureaux, manifestations, etc.) ; pour demander l'enterrement des lignes de haute tension qui traversaient le quartier du nord au sud, de Pubilla Cases (N-II) à la voie ferrée (rue Primavera et av. Catalunya), et l'aménagement et la réhabilitation des logements des immeubles Florida.

En 1975-1976, l'édifice commercial de la chaîne SEPU (Sociedad Española de Precios Únicos) était encore en cours de construction. L'entrepreneur, qui venait d'achever l'hôtel Princesa Sofía (Barcelone), mit alors ses ouvriers à travailler sur ce chantier, environ 150-200 travailleurs. En février 1976, une grève générale du secteur du bâtiment fut convoquée. Les réunions des travailleurs avaient lieu à l'église Nuestra Señora de la Llum. Pendant trois semaines, les travailleurs partaient d'ici pour aller manifester sur la Via Laietana de Barcelone, sous la surveillance de la police. Jaume Valls fut incarcéré trois semaines pour avoir convoqué la manifestation. Dans les négociations collectives, les travailleurs demandaient des congés payés, 40 % d'augmentation linéaire et des indemnités en cas d'accident du travail.

Images et documents



Nº 11

Église Nuestra Señora de la Llum, milieu des années 70.

9. Immeubles Florida. Pl. Blocs Florida

Situés au bout de l'avenue Primavera, les immeubles Onésimo Redondo (816 logements, 1970) sont l'autre grand groupe d'habitations. Promus par l'Œuvre syndicale du logement (OHS) et appelés aujourd'hui immeubles Florida, ils configurèrent les premiers noyaux d'habitations du quartier. L'environnement urbain a beaucoup changé depuis.

La demande de réhabilitation des immeubles dura très longtemps. L'Association d'habitants présenta une plainte auprès du ministère de l'Équipement (MOPU) pour les travaux de restauration, adjugés en 1976. En 1982, Jordi Pujol, président de la Generalitat, visita le chantier et constata l'état des logements. Des années plus tard, l'environnement urbanistique fut enfin réhabilité et différentes modifications furent effectuées.

Images et documents



Nº 12

Immeubles Florida (Av. Primavera, rue Pins). Photo J. Ciuret – AMLH



Nº 13

Inauguration des immeubles Onésimo Redondo en 1970.

10. Parc de Les Planes / La Cardoner

L'Association d'habitants luttait également pour demander la fermeture de la société chimique La Cardoner sous le slogan « Cardoner, nous ne voulons plus te sentir » et la continuation du projet du métro, principale infrastructure de transport du quartier.

Images et documents



Nº 14

Manifestation contre La Cardoner. AMLH

CAN SERRA

11. Lycée Torras i Bages. Av. de Can Serra, 101

Sans édifice paroissial, les services religieux avaient lieu dans les dépendances du lycée Torres i Bages et dans un rez-de-chaussée en location, sous la responsabilité du recteur Jaume Botey i Vallés envoyé par l'évêché de Barcelone en 1969 dans le but de former une communauté chrétienne.

Jaume Botey faisait partie de l'Église catalane qui prit position contre la seule fonction de l'administration des sacrements et était engagé envers le mouvement ouvrier et les demandes sociales du quartier.

12. Place de la Carpa

Can Serra est un quartier créé pratiquement du néant grâce à l'aménagement urbain d'une zone agricole, de vignes plus concrètement. Face à la pression démographique et à la pénurie de logements, les intérêts politiques s'unirent aux intérêts économiques des sociétés de construction pour donner lieu à un nouveau quartier.

Les nouveaux édifices n'avaient pas la qualité annoncée par les sociétés immobilières dans leur publicité et les premiers problèmes, les premières fissures, apparurent bientôt. En outre, la construction vertigineuse d'habitations n'était pas accompagnée des équipements minimaux de services et espaces verts.

En 1969, le quartier avait 3 000 habitants et les plans urbanistiques projetaient une croissance de la population jusqu'à 27 000. En 1978, Can Serra avait presque de 17 000 habitants.

La population qui s'y installa provenait d'autres quartiers périphériques de Barcelone, comme Can Tunis, La Bomba, Can Pi, Francisco Alegre...

La place de la Carpa fut le fruit de la lutte des habitants du quartier. En fait, le plan urbanistique prévoyait de construire sur ce terrain treize immeubles de 14 étages, distribués comme un damier. Ce fut la principale revendication qui donna lieu à la création de l'Association d'habitants de Can Serra (la deuxième de L'Hospitalet après celle de Collblanc).

Le nom de la Carpa provient du chapiteau du théâtre itinérant installé par le ministère de l'Information et du Tourisme dans le but de mettre les arts scéniques à la portée du peuple. Des compagnies de théâtre national y firent quelques représentations. Le ministre Fraga visita officiellement l'installation. À la fin de la campagne du ministère (décembre 1971), le chapiteau du théâtre itinérant fut retiré mais la structure métallique resta encore très longtemps.

Sur la place de la Carpa, une plaque en céramique rappelle le « timbalier de la Carpa ». En effet, les habitants du quartier achetèrent un tambour géant dont ils jouaient lors de toutes les manifestations. Il faisait tellement partie des revendications que, quand on l'entendait, tout le monde savait qu'il se passait quelque chose, soit une concentration, soit une manifestation, soit une fête. Le tambour était à la tête de toutes les manifestations qui partaient de Can Serra et descendaient la Rambla Just Oliveras jusqu'à l'hôtel de ville.

Images et documents



15. Carrers sense asfaltar a Can Serra



16. Teatro popular portàtil "La Carpa"



17. Estructura de la Carpa (1972-73)

Nº 15

Rues non goudronnées de Can Serra.

Nº 16

Chapiteau du théâtre itinérant du ministère de l'Information et du Tourisme

Nº 17

Structure de « La Carpa » 1972-73

13. Maison de la Réconciliation (1974). 80-82, av. Can Serra

Le plan urbanistique de Can Serra prévoyait la construction de l'édifice paroissial sur le terrain de la Carpa où les habitants demandaient la création d'un espace vert ou d'équipements, ce qui poussa le responsable de la paroisse à la refuser lui aussi. L'alternative proposée fut un terrain situé dans un ravin, une décharge où l'on jetait les gravats. Le projet de construction connut de nombreux obstacles ; entre autres choses, il fut refusé parce qu'il n'incluait pas de clocher.

La construction des équipements paroissiaux fut le fruit de la collaboration volontaire et désintéressée d'un grand nombre de personnes, essentiellement des habitants du quartier mais aussi du reste de la ville. Des chrétiens et des agnostiques, des syndicalistes et des militants de partis politiques clandestins, des immigrés et des autochtones y participèrent. Le week-end, une soixantaine de maçons travaillait sur ce chantier. L'édifice paroissial appartenait symboliquement aux travailleurs et aux habitants. Ce fut donc un cas paradigmatique de participation collective, qui apparut dans la rédaction d'un manifeste lu le jour de l'inauguration et qui fut à l'origine de la Maison de la Réconciliation.

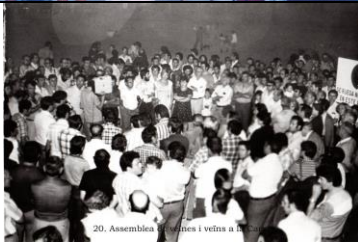
Le nom Maison de la Réconciliation fut longuement mûri et peut avoir différentes explications. Réconciliation de partis politiques ? Réconciliation pour la transition politique à la fin de la dictature ? Réconciliation de l'Église après le Concile II et le Pape Jean XXIII avec les fidèles de la classe ouvrière ? Réconciliation entre les habitants du quartier, croyants ou non ? Tout le monde semblait être d'accord sur ce nom.

Néanmoins, quelques années avant, le **Parti communiste d'Espagne** avait rédigé, à travers le Comité central, la **déclaration « Pour la réconciliation nationale, pour une solution démocratique et pacifique du problème espagnol » en 1956**. Dans ce document, le parti déclarait solennellement qu'il était prêt à contribuer sans réserves à la réconciliation nationale des Espagnols, à clore la division ouverte provoquée par la guerre civile et entretenue par le général Franco.

Il n'est donc pas surprenant que les militants communistes de L'Hospitalet aient proposé ce nom et qu'il ait été accepté par la plupart.

La Maison de la Réconciliation fournissait des services de jardin d'enfants, de loisirs, de centre social pour personnes âgées, de conseil juridique mais accueillait aussi toute sorte d'actes, assemblées et réunions d'habitants, partis politiques et syndicats. C'était un espace de diversité et tolérance. Inauguré en juillet 1974, il vécut aussi des moments de forte tension, notamment en septembre 1975, quand les condamnations à mort et les dernières exécutions du franquisme se produisirent alors que le dictateur était moribond. Les gens s'entassaient à la Maison de la Réconciliation pour parler de la situation, connaître les dernières nouvelles, partager leurs inquiétudes. La police finit par cerner l'édifice, comme d'habitude, mais n'y entra pas.

Images et documents



Nº 18

Construction de la Maison de la Réconciliation (1974).
Photo : Trilla. AMLH

Nº 19

Hommage aux personnes âgées lors de la construction de la Maison de la Réconciliation (1974)

Nº 20

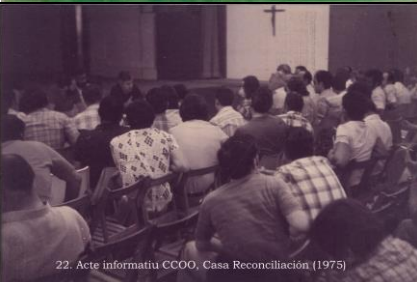
Assemblée d'habitants à la Carpa

14. L'école pour adultes de Can Serra

L'école pour adultes fut créée pour mitiger le taux élevé d'analphabétisme. Mercè Romans en fut une des professeurs responsables. L'école édita du matériel pédagogique expliquant l'expérience et la méthodologie de l'école sous le titre *Así aprendemos los adultos en L'Hospitalet* (1977) qui, à partir de 15 mots significatifs et porteurs, devenait un manuel d'alphabetisation des adultes. Ce modèle fut publié en 1980 pour d'autres écoles d'alphabetisation de toute l'Espagne.

Mais l'établissement accueillait aussi d'autres cours et des conférences. Certains des professeurs bénévoles qui passèrent par ses salles de classe furent d'importants intellectuels engagés envers la classe ouvrière comme **Manuel Sacristán Luzón** (Madrid, 1925 – Barcelone, 1985), un des plus grands philosophes espagnols du XX^e siècle et personnage fondamental de l'histoire politique récente de notre pays, **Francisco Fernández Buey** (1943 - 2012), philosophe communiste et essayiste, et **José María Valverde Pacheco** (1926 - 1996), grand poète, essayiste, critique littéraire, historien des idées.

Jaume Botey expliquait deux anecdotes. La première, c'est que Manuel Sacristán se proposa pour être bénévole de l'école pour adultes à condition de ne pas dire aux assistants qui il était. Sacristán considérait que sa reconnaissance au sein de la communauté académique et des opposants au régime pouvait être un handicap, faisant ainsi preuve d'une grande modestie. Jaume Botey lui répondit de ne pas s'inquiéter car ses élèves étaient complètement analphabètes. La deuxième anecdote concerne les propos de Raimundo qui, parlant de son expérience dans le quartier lors d'une réunion, dit : « *Pour moi, vivre à Can Serra a été plus important qu'aller à l'université pour quiconque d'autre car, avant, j'étais lâche et maintenant je ne le suis plus, avant j'avais peur de la police et maintenant je l'affronte, avant je ne savais pas répondre au maire et maintenant je sais lire les cartes et je lui réponds... et pour moi, c'est comme si j'étais allé à l'université* » (témoignage de J. Botey).

Images et documents	
	Nº 21 École pour adultes de Can Serra
	Nº 22 Acte informatiu de Comisiones Obreras, Maison de la Réconciliation (1975)

15. Groupe d'Objecteurs de Can Serra

Une autre histoire importante qui eut des répercussions à l'échelle nationale fut celle du **Groupe d'Objecteurs de Can Serra** qui, en 1975, demanda au recteur de la Maison de la Réconciliation de pouvoir faire un service de remplacement du service militaire.

À cette époque-là, le service militaire était obligatoire pour tous les hommes. Les arguments des objecteurs de conscience s'opposaient pleinement aux valeurs sociales militaristes socialement acceptées, des valeurs fondées idéologiquement sur des sentiments patriotiques et d'intégrisme national catholique, etc. Les postulats antimilitaristes se basaient sur des valeurs de paix, de justice et de non-violence face au militarisme, l'injustice sociale et l'obéissance aveugle. Ils ne faisaient pas appel à des arguments religieux comme les Témoins de Jéhova.

Les objecteurs se heurtèrent à l'opposition des habitants de Can Serra, même au sein des militants gauchistes et communistes, qui, s'inspirant de symboles comme le Che Guevara, considéraient la lutte armée comme un moyen de libération et d'émancipation de la classe ouvrière.

Les objecteurs de Can Serra s'engagèrent à effectuer des services sociaux (centre de loisirs, centre social pour personnes âgées et jardin d'enfants) à la place du service militaire. Cette possibilité n'étant pas réglementée, la classe militaire les déclara déserteurs.

Martin Villa, préfet de Barcelone, se désintéressa et dessaisit de l'affaire contre les objecteurs malgré les avertissements de Jaume Botey. La stratégie consistait à forcer le respect de la loi, c'est-à-dire, les faire incarcérer. L'arrestation et emprisonnement des objecteurs avaient pour but de créer un grand scandale et de faire de l'objection de conscience un fait politique.

Le 24 décembre 1975, les 5 objecteurs de Can Serra publièrent le manifeste « Un chemin pour la paix : manifeste des objecteurs de conscience » dans lequel ils s'engageaient à travailler pendant deux ans dans le quartier et exposaient leurs raisons de ne faire le service militaire. Cette déclaration fut importante car elle reprenait pour la toute première fois une revendication conjointe d'un groupe qui mettait en cause le service militaire obligatoire au lieu d'être un cas individuel isolé. Finalement, ils furent arrêtés et incarcérés au château de Figueres.

Les 5 objecteurs de Can Serra furent :

1. Ovidio Bustillo, ancien séminariste de Palencia
2. Vicente Amurgos, ancien séminariste andalou
3. Jesús Viñas, instituteur catalan
4. Guillermo Luis Cereceda, étudiant madrilène
5. José Díez Faixat, asturien

Auxquels vinrent ensuite s'ajouter :

- Esteban Zabaleta, ancien prêtre basque
- José Antonio Monteserín, originaire de León et licencié en Philosophie et Lettres

L'arrestation des objecteurs déclencha une campagne de soutien dans toute l'Espagne et des groupes comme celui de Can Serra se formèrent à Bilbao, Madrid, Tarragona, Vic, Malaga...

Pepe Beúnza est considéré comme le « premier objecteur de conscience d'Espagne » en 1971 et passa devant la cour martiale. Il fut bientôt suivi par d'autres, dont Jordi Agulló, originaire d'Alcoi, considéré comme le « deuxième ». Jordi Agulló passa deux longues années en prison et s'installa à Can Serra à sa libération.

Les expériences de **vidéo à Can Serra du groupe Video-Nou** furent la première tentative d'utiliser la vidéo comme instrument de dynamisation de la vie sociale et communautaire en Espagne. En 1978, ils filmèrent quatre documentaires représentatifs des préoccupations et de la réalité sociale du quartier, dont les titres étaient très éloquents : *Voilà le métro !*, *Histoire urbanistique*, *École pour adultes* et *Le quartier des fêtes*.

Les 5 objecteurs de Can Serra rédigèrent également un document, un manifeste, exposant leur prise de position antimilitariste et leur engagement de construire une société basée sur la culture de la paix. Vidéo des objecteurs réalisée par Ovidio Bustillo, Guillermo Louis, José Díez, Jesús Viñas et Vicente Amurgos. [Coopérative de Cinéma alternatif : Can Serra : l'objection de conscience en Espagne (1976)]

<<https://archive.org/details/objetoescanserra>>

EL CENTRE et SANT JOSEP

16. La Farga - Altos Hornos de Cataluña S.A. 2, rue de Barcelona

La Farga est le nom populaire de l'entreprise Altos Hornos de Catalunya S.A. C'était la principale entreprise métallurgique de L'Hospitalet, fondée en 1900 comme fonderie dans un endroit isolé à l'époque, le secteur industriel du centre de la ville. Elle connut une première étape émergente lors de la Première Guerre mondiale.

Pendant la Seconde République, elle traversa des conflits ouvriers ; les syndicats majoritaires étaient alors CNT et UGT. Quand la Guerre d'Espagne éclata, les autorités la reconvertirent en industrie de guerre.

Dans les années 60, l'entreprise accrut sa capacité de production d'aciers spéciaux de 4 000 à 150 000 tonnes.

La crise économique de 1973 frappa aussi La Farga, grande installation industrielle ancrée dans le tissu urbain, en raison de la pression démographique et de la croissance urbanistique. Son activité générait de grandes quantités de fumée et une circulation dense de poids lourds. Les niveaux de pollution étaient absolument intolérables et avaient un effet sur la santé et le repos des habitants. Le conflit avec ces derniers était inévitable.

En 1975, face à la pression des habitants, la municipalité tenta timidement de modifier la qualification de sol industriel en urbain. Les emplois des ouvriers de La Farga étaient en jeu à cause des habitants du quartier, qui proposaient de déplacer l'activité à un autre endroit. Les années passaient et la situation ne s'améliorait pas.

L'Association d'habitants de Sant Josep exigea le respect strict des réglementations en vigueur concernant ce type d'activité, ce qui obligea l'entreprise à réaliser des investissements « mal venus » pour son bilan dans un contexte de crise économique.

Les travailleurs de La Farga se retrouvèrent dans un double conflit, professionnel et social. Les assemblées étaient mouvementées.

Le combat contre les fumées de La Farga fut mené par l'Association d'habitants de Sant Josep (née sous la protection de l'église Sant Josep, dont le recteur était Leandre Gassó) et soutenu par toutes les forces politiques démocratiques et syndicales.

Le moment le plus important du conflit fut la manifestation-concentration convoquée par l'Association d'habitants de Sant Josep contre La Farga en juillet 1980, un acte non autorisé par le préfet. Le gouvernement municipal, le maire en fonction et certains conseillers municipaux affichèrent leur support en y assistant. La manifestation-concentration fut violemment dissoute, faisant des blessés plus ou moins graves, dont un conseiller de la municipalité. Le préfet déclara aux médias que les manifestants avaient lancé des pierres sur les forces de l'ordre.

Paradoxalement, les autorités démocratiques étaient agressées par les forces de l'ordre public.

Une concentration fut convoquée pour le lendemain (11-7-1980) devant les portes de La Farga pour réclamer la fermeture des installations et dénoncer l'action de la police la veille, la stratégie de l'entreprise

d'opposer les habitants et les travailleurs, ainsi que la non-intervention du ministre de l'Industrie de la Generalitat de Catalunya dans ce conflit.

L'activité cessa en 1982, la société s'installa à Castellbisbal et la municipalité racheta les terrains des années plus tard. **Cette lutte des habitants peut être considérée comme la première de type écologique.**

Images et documents



23. Fums de la Farga

Nº 23

Fumées de la Farga, 1980



24. Manifestació contra la contaminació de La Farga (juliol 1980)

Nº 24

Manifestation contre la pollution de La Farga (juillet 1980)

17. Centre catholique. 34, Rambla de Just Oliveras

La population de L'Hospitalet augmenta de 230 % entre les années 60 et 70 (passant de 122 000 à 282 000 habitants). La photo de la ville montrait des noyaux de population pratiquement isolés, un territoire sans connexion. Cet accroissement ne fut pas homogène dans tous les quartiers. Le centre historique et le quartier attenant de Sant Josep reçurent également la vague de migration dans une moindre mesure que d'autres et présentaient un tissu social préexistant légèrement structuré.

La municipalité était contrôlée par un mélange de secteurs catholiques conservateurs, de propriétaires agricoles de La Marina et de familles rattachées aux institutions culturelles d'El Centre comme le Centre catholique et le Casino national – actuellement Casino d'El Centre. La construction de Bellvitge et Can Serra supposa la banlieuisation de L'Hospitalet, qui devint une « ville dortoir » sans organisations sociales ni culturelles lui donnant une cohésion. (Alpha 63. Fets i llegats /Botey 2010 p. 13)

Nous avons vu que des relations sociales de nouveaux habitants se nouèrent dans les « nouveaux quartiers », qui recréaient des éléments culturels de leur lieu d'origine. À El Centre et à Sant Josep, de nouvelles organisations surgirent, qui extériorisaient plutôt des expressions liées à la culture catalane (Alpha 63, UEC et leurs groupements comme le Groupement Scout Guifré el Pilós), ainsi que dans le quartier de Santa Eulàlia avec le célèbre Esbart Sant Isidre.

Pour ce qui est de l'activité culturelle dans le quartier d'El Centre et Sant Josep, nous pouvons reconstituer le fil conducteur des organisations qui surgirent et se développèrent pendant la transition démocratique.

Durant la dictature, des initiatives furent menées à bien au sein du Centre catholique, dont beaucoup furent promues par Andreu Trias, rattachées au catalanisme populaire (représentation d'*Els Pastorets*, sardanes, groupement sardaniste, etc.).

Les Amis de la Musique (1947-début de 1970) fut la première organisation culturelle à ne pas être rattachée à l'Église ni aux secteurs officiels. Pendant son long parcours, elle travailla à promouvoir différentes manifestations de la culture, en particulier la musique au début (jazz, opéra, folk et, notamment, le récital de Joan Manuel Serrat en 1967) ; plus tard, avec Jaume Reventós à sa direction, elle se spécialisa dans les arts plastiques et le cinéma en organisant des rencontres et des forums cinéphiles. « Sans les Amis de la Musique à L'Hospitalet, il n'y aurait pratiquement pas eu d'activité artistique, comme le montre sa quasi inexistence ailleurs dans la ville, car les Amis de la Musique restèrent toujours à L'Hospitalet Centre » (Botey, 2010 p. 20)

En 1963, un groupe de jeunes créa l'organisation Alpha 63. Ils étaient très créatifs et éloignés des organisations qui regroupaient la vie culturelle à L'Hospitalet Centre : église, Centre catholique, Casino et UEC.

« Ils provenaient des familles d'agriculteurs de La Marina ou de la classe ouvrière d'El Centre, de petits commerçants, de l'atelier, le fils de la tisseuse, du barbier, d'artisans de cet Hospitalet agricole qui se transformait en ville industrielle et de services, qui passèrent de vivoter d'un lopin de terre ou d'une ferme en vendant des œufs ou des poules à vivoter en tant qu'ouvriers de La Farga, de Can Vilumara, de la Tecla ... avec les immigrés qui arrivèrent à L'Hospitalet ou dans le canton du Baix Llobregat. (...) Les membres d'Alpha étaient les enfants des perdants et des victimes de repréailles, continuateurs de cet Hospitalet républicain et catalaniste, d'une catalanité incontestable, qui venait de loin, vécue à la maison, à l'école, dans les rues. » (Botey, 2010)

Ils eurent plusieurs sièges et locaux, « une vie itinérante », dont un des premiers fut le siège du Centre catholique en 1963. Ils n'y restèrent que six mois.

Une de leurs activités les plus importantes concerne le cinéma et le travail des arts scéniques. Ils créèrent plusieurs groupes de théâtre. « *Le théâtre qu'ils proposaient n'étaient pas inoffensif. Ils affichaient leurs tendances et montraient qu'ils avaient choisi le théâtre comme moyen le plus pertinent pour eux de les exprimer.* » (Botey, 2010).

L'Alpha 63 collabora avec le Centre social La Florida.

Images et documents



25 Cartell del festival de "Cançó Catalana Moderna" al Cine Rambla, el dia 6 de desembre de 1964, amb una anotació a mà que fixa l'entrada gratuïta pels socis d'Alpha, si estan al corrent de pagament.

Nº 25

Affiche du festival Chanson catalane moderne, 1964



26 Cartell de la sessió de cinefòrum "Cinematografía Catalana" a la sala d'actes del Col·legi Tecla Sala el dia 13 de març de 1965.

Nº 26

Affiche du forum cinéphilie de Cinématographie catalane, 1965



Ruta de la Transició democràtica a L'Hospitalet de Llobregat



18. L'hôtel de ville. 11, Pl. Ajuntament

L'hôtel de ville est l'épicentre du pouvoir et, par conséquent, le point d'arrivée de la plupart des manifestations et protestations de la ville. Nous pouvons diviser les demandes qui y parvenaient en deux grands groupes, celles qui sont de la compétence de l'administration locale et celles qui ne le sont pas. Parmi ces dernières, une revendication fréquente est le dialogue, l'intervention ou la médiation des représentants des habitants avec un autre interlocuteur, qu'il soit gouvernemental ou non, institutionnel ou entrepreneurial.

Site symbolique, c'est également un lieu de commémoration et tenue de nombreux actes festifs.

L'Assemblée démocratique de L'Hospitalet (ADLH)

Au cours de la transition, de nombreuses concentrations eurent lieu devant les portes de l'hôtel de ville mais dans cette Route de la transition L'Hospitalet nous rappellerons une grande mobilisation à caractère unitaire convoquée par l'Assemblée démocratique de L'Hospitalet.

Le 10 juillet 1976, l'Assemblée démocratique de L'Hospitalet fut constituée en tant qu'organisme local de l'Assemblée de Catalogne (1971). Ce fut l'aboutissement d'un processus qui avait été entamé quelques années avant. À Bellvitge, l'Assemblée démocratique était déjà en fonctionnement.

L'Assemblée démocratique de L'Hospitalet édita un manifeste constitutif signé par 14 partis politiques et 22 associations locales. Elle était composée par toutes les forces démocratiques de la ville : associations culturelles, sportives, d'habitants, féministes, syndicats, partis politiques, etc. Il y avait en son sein une commission de gestion permanente dans laquelle les partis suivants étaient représentés : PSUC, MCC, OCE-BR, PSAN, PTE, CDC, UDC et MSC, c'est-à-dire, un grand éventail politique qui allait de l'extrême gauche au catalanisme conservateur. Le mouvement ouvrier était représenté par Comisiones Obreras.

L'Assemblée de Catalogne ayant promu la **campagne « Pour des mairies catalanes et démocratiques »**, le **3 avril 1976** l'Assemblée démocratique de L'Hospitalet convoqua une concentration à cet endroit dans le but de remettre un cahier de signatures au maire Vicenç Capdevila. La concentration devint une manifestation qui fut dissoute violemment par la police.

L'été de cette année 1976, la Marche pour la liberté fut convoquée. Il s'agissait d'une action coordonnée dans toute la Catalogne consistant en un ensemble de marches (appelées colonnes) non-violentes qui réclamaient l'amnistie, les libertés élémentaires et la récupération du Statut d'Autonomie. Le 2 août, la colonne Abat Escarré parvint à la place de l'Ajuntament de L'Hospitalet, avec le support de l'Assemblée démocratique de L'Hospitalet. De nouveau, les forces de l'ordre la réprimèrent violemment et il y eut des arrestations.

La troisième action importante de l'ADLH fut l'appel à la participation à la Fête nationale de Catalogne du 11 septembre 1976 à Sant Boi de Llobregat, la première fête nationale catalane tolérée par le ministre de l'Intérieur.

L'Assemblée démocratique de L'Hospitalet devint le centre de l'opposition politique de L'Hospitalet jusqu'aux élections générales du 15 juin 1977. Un débat interne se produisit autour de la rupture politique qui mènerait à sa disparition.

« À L'Hospitalet et d'autres localités (...) ayant des taux importants d'immigration, il aurait été facile de créer une division entre immigrés et autochtones et en revanche, il n'en a pas été ainsi. Et il n'en a pas été ainsi grâce à la gauche en général et au PSUC en particulier (...) en tant que force dominante. » (Josep Ribas, 1998)

Concernant la transition et la lutte antifranquiste : « Je pense que, sans la lutte antifranquiste, sans la participation de larges secteurs de la société de L'Hospitalet à vocation démocratique (..), de la classe ouvrière, des mouvements d'habitants de la ville, le modèle de démocratie aurait été différent, et cela, qui est applicable à l'ensemble de l'État, est évident à L'Hospitalet. » (Josep Ribas, 1998)

Il faut rappeler la grande concentration qui se produisit lors de la prise de possession des élus après les premières élections locales de 1979.

Résultats des conseillers municipaux :

12	PSC-PSOE
11	PSUC
2	CiU
2	CC/UCD

Images et documents



27. Manifestació per la manca d'escoles (70)

Nº 27

Manifestation contre le manque d'école (années 70)



28. Adhesió a l'Estatut de Sau 1979. Foto J. Hernández

Nº 28

Adhésion au Statut de Sau, 1979. Photo : J. Hernández

19. Le pâté de maisons des Syndicats. Rambla de Just Oliveras à l'angle de la rue d'Enric Prat de la Riba

À cet endroit, vide aujourd'hui, se trouvait Ca l'Oliveras, une maison d'origine agricole. Pendant la Guerre d'Espagne, elle fut le siège de l'Agrícola Colectiva, contrôlée par la CNT, jusqu'en 1939.

Les autorités franquistes réquisitionnèrent cet édifice, tout comme ils le firent avec d'autres propriétés appartenant à des organismes, syndicats et partis politiques, et y installa les dépendances de la Centrale nationale syndicaliste de L'Hospitalet, connue comme Syndicat vertical. Populairement, cette zone est appelée « le pâté de maisons des Syndicats ».

Quand nous parlions du cas de la société SAMPER à Collblanc et des premières Comisiones Obreras à L'Hospitalet, nous disions qu'un nombre important de travailleurs de L'Hospitalet fit partie des jurys d'entreprise en tant que représentants syndicaux et que Comisiones Obreras mena à bien une stratégie d'infiltration dans les élections syndicales de 1963 afin de tirer profit de la structure du Syndicat vertical et de pouvoir ainsi élargir sa capacité d'action contre le régime.

Parmi les représentants syndicaux « infiltrés », il faut citer **José Carrasco (élections de 1963)**, **Vicenç Ventura (industrie chimique)**, **Antonio Ruiz (bâtiment)** **Tomás Martínez (métal, aux élections de 1975)**, qui, avec Isabel Hernández, luttèrent pour l'égalité salariale avec d'autres camarades.

Lors de la négociation de la convention du métal de L'Hospitalet, la Guardia civil arrêta Tomás Martínez et le conduisit aux dépendances de la rue Roselles. Ce jour-là, une manifestation d'urgence fut convoquée pour exiger sa libération. Le maire en fonction, Joan Perelló (1977-1979) intervint et il fut amené devant le juge qui ordonna sa libération au bout de quelques heures.

Les plans urbanistiques prévoyaient la construction de plusieurs immeubles d'habitations sur ce terrain propriété du ministère du Travail. Lorsque Ca l'Oliveras fut démoli, l'Association d'habitants d'El Centre luttait contre la spéculation ; elle réussit à ce que la Collectivité métropolitaine de Barcelone obligeât la mairie à rectifier le projet et à diminuer le volume constructible, ainsi qu'à corriger le manque de sol destiné à des espaces verts.

Images et documents	
 29. Ca l'Oliveras, ara Sindicat Vertical	Nº 29 Ca l'Oliveras, siège du Syndicat vertical
 30. Illa Sindicate 1979	Nº 30 Pâté de maisons des Syndicats (1979)

20. Église Sant Josep. 145, rue d'Enric Prat de la Riba

Quand nous parlions de La Farga, nous disions que le quartier de Sant Josep était la zone industrielle de la vieille ville. Les installations dédiées à la céramique et au textile, représentées par des sociétés comme Batllori, Tecla Sala, Cosme Toda, Can Vilumara, etc. formaient une continuité urbaine reliée au quartier de Santa Eulàlia. À partir des années 50, et 60 notamment, la construction d'habitations, les immeubles Ciudad Condal et d'autres sans aucune planification urbaine, configura définitivement le quartier.

En 1961, l'église Sant Josep est inaugurée provisoirement dans un local de la rue Prat de la Riba sous la direction du recteur Leandre Gassó, qui occupa cette fonction quarante ans.

Pendant le franquisme, l'église Sant Josep accueillit également des assemblées et réunions d'habitants et travailleurs, de partis politiques et syndicats. L'Association d'habitants de Sant Josep naquit sous la protection de l'église.

C'est dans ses locaux qu'eut lieu l'assemblée constitutive de la Confédération syndicale de la Comissió Obrera Nacional de Catalunya (CONC) le 14 novembre 1976.

(source : <http://www.ccoo.cat/baixllobregat/noticia/143033/ccoo-de-catalunya-lamenta-la-mort-de-lhistoric-dirigent-josep-tablada#.UolQPtlreul>)

Rappelons que le procès 1001/72 du Tribunal d'Ordre public (Madrid) eut lieu en 1973 et que toute la direction du syndicat Comisiones Obreras fut condamnée à des peines de prison.

« La création de la CONC (Comissió Obrera Nacional de Catalunya) en 1966, qui met un terme au processus organisationnel, surgissait comme un besoin de coordination des différentes commissions cantonales et devenait le plus haut organisme de direction pour toute la Catalogne »

<http://www.ccoo.cat/aspnet/historia4.aspx>

21. Le pont de la Liberté (octobre 2007). Av. Del Carrilet / Rl. Marina

« Le pont » est indéniablement le mémorial le plus important de l'espace public de la ville.

Le nom de la sculpture, de l'artiste Arranz Bravo, est rattaché aux personnes qui luttèrent pour bâtir un pont entre deux époques, celle qui avait conquis la liberté démocratique et celle qui l'avait récupérée. L'artiste a voulu réaliser cette allégorie en matérialisant sa propre notion de liberté. C'est pourquoi il a inclus deux formes organiques à la base des deux côtés du pont qui sont une manifestation.

La pièce est composée par deux sculptures originales en bronze qui mesurent 4,5 mètres de haut, 4 de large et 4 de profondeur et pèsent 3 500 kilos chacune, unies par un arc en acier inoxydable de 20 mètres de long.

Vidéo de l'inauguration : < <https://www.youtube.com/watch?v=5upUXzvT8hE> >

SANTA EULÀLIA ET GRANVIA SUD

22. Église Sant Isidre. 3, rue de l'Aprestadora.

Le recteur Joan Carrera se distingua aussi pour son engagement envers la classe ouvrière. Quand il arriva à l'église en 1976, il avait déjà un parcours d'engagement social et politique avec la JOC et l'ACO.

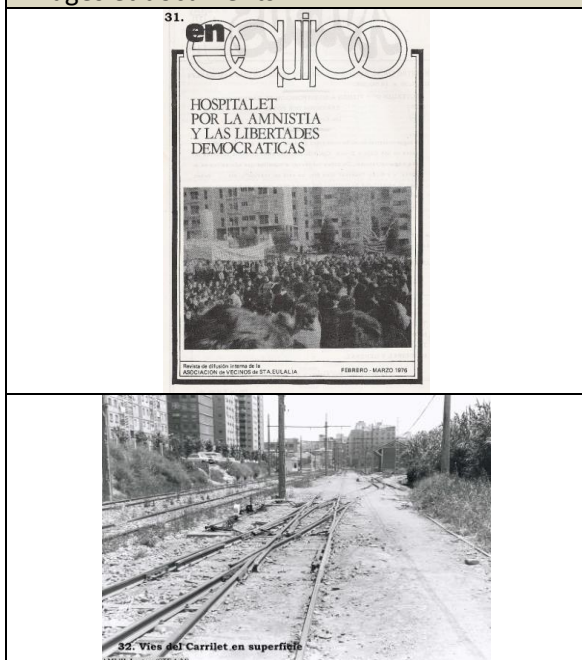
Dans les années 60, sous le rectorat de monseigneur Joan Bonet, des réunions clandestines de Comisiones Obreras y furent tenues. En 1965, la Commission de solidarité locale avec les prisonniers politiques se chargeait d'obtenir des ressources pour les détenus qui se trouvaient à Ocaña, Carabanchel, Burgos. Ces réunions locales avaient lieu dans les églises Sant Ramon de Collblanc, Santa Eulàlia et Sant Isidre.

Mercè Olivares, militante importante du PSUC et habitante de Collblanc, faisait aussi partie de la Commission de solidarité avec les prisonniers politiques.

En 1961, Mercè Olivares participa à une première réunion de femmes dans un appartement de Granvia sud. D'après ses propres propos, les premières réunions traitaient des thèmes de solidarité avec les camarades incarcérés pour des raisons politiques. Les réunions suivantes abordaient déjà des sujets particuliers aux femmes comme les contraceptifs, l'avortement, la libération de la femme, etc. En 1965, le processus déboucha sur la création de l'Organisation de femmes démocrates ; l'assemblée constitutive, à laquelle assistèrent 150 femmes de tout Barcelone, eut lieu à l'église Sant Isidre.

Les conflits professionnels dans le quartier furent représentés par les travailleurs des sociétés Vanguard, Lamparas Z et INDO.

Images et documents



Nº 31

Publication Association d'habitants Santa Eulàlia, 1976 dans *En Equipo*

Nº 32

Voies du train Carrilet en surface

BELLVITGE ET EL GORNAL

23. Immeubles de Bellvitge et Association d'habitants

Un seul district et deux quartiers, séparés par la voie ferrée, qui ont une personnalité et une histoire bien différenciées. En 1964, les travaux de construction de Bellvitge commencèrent, après de nombreuses modifications du Plan cantonal de 1953. La promotion des habitations mettait l'accent sur les bénéfices qu'elles rapporteraient aux sociétés immobilières, au détriment de la qualité de vie des futurs habitants. Entre 1960 et 1970, le coût de l'empan de terre passa de 1,5 à 175 pesetas.

On dit que « l'histoire de Bellvitge, celle de ses associations et organismes est en grande partie une lutte permanente des habitants contre tous ces acteurs (générateurs d'espaces urbains) car les intérêts des deux groupes étaient nettement opposés. » (M. Domínguez /1991)

En 1968, 700 habitations furent livrées à Bellvitge. Un des immeubles fut destiné aux habitants du quartier de La Bomba suite à la lutte soutenue pour un logement décent. Les quartiers de La Bomba et de Can Pi étaient des réduits des bidonvilles de la périphérie barcelonaise.

Parmi les leaders des mouvements des habitants, nous trouvons des figures aussi importantes que le couple formé par Pura Fernández (1921-1997) et Felipe Cruz (1921-1981), rattachés au PSUC, ou le vétéran revendicateur du POUM, Ramón Fernández Jurado (1914-1984) qui arriva au Parlement de Catalogne dans les rangs du PSC.

De nombreux opposants au franquisme se formèrent au sein des assemblées des habitants de Bellvitge.

La lutte la plus « féroce » eut lieu contre la construction d'autres immeubles d'habitations. Les habitants boycottèrent les travaux en permanence. Lors de la campagne « *Pas un immeuble de plus* », les organisations d'habitants réussirent à participer à l'élaboration du Plan partiel jusqu'à son adoption par la Collectivité métropolitaine de Barcelone en 1977 et à faire supprimer 18 tours de 18 étages et 11 immeubles de 14 étages.

En même temps, les habitants réclamaient les services élémentaires – il n'y avait rien d'autre que les immeubles construits, de la boue et des égouts découverts –, des équipements éducatifs et sanitaires, des espaces verts... Les manques étaient aggravés par les inondations fréquentes.

Les habitants obtinrent gain de cause pour l'installation de feux tricolores entre la Travessia Industrial et l'avenue Europa et les transports en commun, des revendications menées majoritairement par les femmes du quartier.

Dans le domaine de l'éducation et des loisirs, il faut parler de l'expérience représentée par le **Club Infàntil i Juvènile de Bellvitge (CIJB)** formé en 1969 et rattaché à l'église Nuestra Señora de Bellvitge jusqu'en 1974, quand il devint indépendant. « *Le cas du CIJB sert à illustrer l'arrivée dans le quartier d'autres groupes ayant un intérêt « de mission » sur un quartier qui devenait un paradigme de banlieue ouvrière marginale.* » (M. Domínguez / 1991)

Images et documents



Nº 33

Publication Association d'habitants Santa Eulàlia, 1976. *En Equipo*

24. L'Hôpital de Bellvitge. Rue de la Feixa Llarga s/n.

La construction de **l'hôpital de Bellvitge**, inauguré en 1972, fut un événement historique du quartier (Ciutat Sanitària Prínceps d'Espanya ; Ciutat Sanitària i Universitària de Bellvitge).

Les travailleurs organisés en assemblées réalisèrent une grève de quelques jours et obtinrent des améliorations importantes des conditions de travail.

La société **Dragados y Construcciones**, qui se chargeait du chantier, avait des échéances très justes pour livrer l'ouvrage achevé. Cinq cents ouvriers et 200 techniciens travaillaient 10 heures par jour dans des conditions qui mettaient en danger leur intégrité personnelle (il y eut des accidents importants). Les travailleurs s'organisèrent en assemblées sur le chantier, dirigées par des syndicalistes du secteur du bâtiment de Comisiones Obreras, de CNT et des militants du PSUC (Jaume Valls, Avelino Agudo et Pantaleón Rubias, entre autres). Les pressions exercées par l'Administration sur l'entrepreneur se traduisirent par des licenciements, la présence de la police et des arrestations des leaders ouvriers. (J. Casanovas / 1997)

Le conflit professionnel s'acheva par l'amélioration salariale générale, l'admission d'une représentation syndicale, un plus pour travailler en hauteur et la construction de toilettes, de douches et d'une cantine subventionnée pour les travailleurs. En revanche, ils n'obtinrent ni le droit aux congés ni le paiement des jours de grève.

Cette grève fut une stimulation et généra une solidarité au sein du secteur du bâtiment.

Images et documents



Nº 34

Construction de l'hôpital et inondations, 1971. Photo : R. Zuriguel

25. La zone El Gornal

La construction de la zone **d'El Gornal** commencée en 1972 suivit un processus différent de celui de Bellvitge car il s'agissait d'une promotion publique du ministère du Logement, ce qui n'empêcha pas les problèmes dès les premiers instants. Sa planification remonte à 1959.

Les terrains destinés à la zone d'El Gornal étaient déjà occupés par les habitants de la rue Campoamor qui s'y opposèrent radicalement au vu des conditions d'expropriation.

Au total, 2 252 habitations furent construites, presque la moitié de ce qui était prévu.

Même si le projet est antérieur, les inondations de 1962 furent invoquées comme prétexte et il fut rattaché au Plan de suppression des bidonvilles et édifices en mauvais état pour satisfaire aux besoins de logements.

L'occupation des logements était réglementée par une série de quotas de répartition établis par le ministère : personnes expropriées, syndicat, police armée, personnel de la mairie, besoins du ministère du Logement, préfecture, capitainerie générale, Guardia civil, Direction générale de Police, évêché, palais de justice, ministère de l'Éducation...

Les conditions de paiement étaient les mêmes pour tout le monde et dépendaient de la grandeur du logement.

En 1977, il y avait encore 150 appartements vides, qui furent occupés « illégalement » par une cinquantaine de personnes qui vivaient encore dans des masures de Can Pi. Une série d'occupations et d'expulsions se succéda pendant un certain temps puis la situation fut régularisée.

Les habitants de la zone d'El Gornal firent face à des manques plus importants que ceux de Bellvitge, avec la difficulté supplémentaire des barrières que formaient la voie express de Castelldefels et la voie ferrée et qui faisaient du quartier un « ghetto » isolé du reste de la ville. Sans pharmacie, sans magasins ni marché, sans écoles..., la vie quotidienne était très compliquée et il fallait traverser la voie ferrée pour quoi que ce fût, avec le danger que cela représentait.

Les revendications des habitants ne se firent pas attendre, avec des protestations des travailleurs, des églises et des organisations dans les rues et sur les places.

Images et documents



Nº 35

Construction de la zone d'El Gornal (photo de 1977 environ)

Bibliographie

- Aguado Sánchez, Garcilaso-Antonio ; Hortensia Aguado Blázquez (éd.) ; Casimira Aguado Blázquez (éd.) : Mis recuerdos. Garcilaso-Antonio Aguado Sánchez. L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 2012
- Aracil, Rafael (éd.) ; Segura, Antoni (éd.) ; Santacana i Torres, Carles ; [et al.] : Memòria de la transició a Espanya i a Catalunya. Barcelone : Edicions Universitat de Barcelona, 2000
- Arnabat Mata, Ramon (dir) ; Santesmases i Ollé, Josep (dir) : 1960-1980 : Transicions i canvis a les terres de parla catalana : actes del VIII Congrés de la CCEPC : Barcelone, Cornellà de Llobregat, 10, 11 et 12 novembre 2011.- [Barcelone] : Coordinadora del Centres d'estudis de parla catalana : Institut Ramon Muntaner, 2012.- Publicacions de la Coordinadora del Centre d'estudis de parla catalana, 7
- Balaguer i Planas, Valentí : XXVè Aniversari del Centro Moral Recreativo Santiago Apóstol aujourd'hui Centre La Torrassa Cultura i Esbarjo : 1960-1985. L'Hospitalet de Llobregat : Centre la Torrassa Cultura i Esbarjo, 1985.- 50 p. ; 23 cm
- Botey i Vallès, Jaume : Les Parròquies de l'Hospitalet a partir dels anys 60 .- Dans : Centre d'études de L'Hospitalet. Quaderns d'estudi 21, mars 2009. L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 2009
- Botey i Vallès, Jaume [et al.] : Alpha 63 : fets i llegat. L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 2010.- Josefina Gómez Olivares, 1.
- Casanovas i Roig, Joan [et al.] : L'Hospital de Bellvitge: 25 anys : 1972-1997 . Barcelone : Focal : Ciutat Sanitària Bellvitge, 1997
- Centre d'estudis de L'Hospitalet ; Santacana i Torres, Carles (pr.) : L'Hospitalet antifranquista. La transició democràtica : taula rodona, 15 de juny 1995 i 1 de febrer 1996. L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 1996 .- 90 p. : il. ; 23 cm .- Quaderns d'estudi, 12
- Centre d'estudis de L'Hospitalet ; Camós i Cabeceran, Joan (pr.) : L'Hospitalet, ciutat d'acollida : Expressions culturals d'origen andalús. Interculturalitat . L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 1999.- Quaderns d'estudi, 16
- Centre d'estudis de L'Hospitalet ; Camós i Cabeceran, Joan ; Santacana i Torres, Carles [et al.] : Història de l'Hospitalet : una síntesi del passat com a eina de futur . Barcelone : Mairie de L'Hospitalet : Centre d'estudis de L'Hospitalet : Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 1997
- Centre d'estudis de L'Hospitalet ; Carles Santacana (pr.) ; Joan Camós (présentation) : L'Hospitalet lloc de memòria : Exili, deportació, repressió i lluita antifranquista. L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 2007

- Domínguez López, Manuel : Taller barri de Bellvitge . L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 1991 .- Quaderns d'Estudi, 10
- Jové, Marta : Taller barri del Gornal. L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 1990 .- Quaderns d'Estudi, 9
- Murillo Tejada, José (Mn) ; Santolino, Montserrat (col.) [et al.] : 50 Anys compartint i acollint : Història de la Parròquia de la Mare de Déu de la Llum (1966-2006). L'Hospitalet de Llobregat : Église Mare de Déu de la Llum, 2008
- Retuerta, M. Luz (coor) ; Centre d'estudis comarcals del Baix Llobregat (éd.) : Materials del Baix Llobregat : Els mitjans de comunicació al Baix Llobregat i altres escrits. Valls : Centre d'estudis comarcals del Baix Llobregat, 2001. Materials del Baix Llobregat, 6.
- Sala, Cristina : Taller d'història de l'Associacionisme als barris de Collblanc-La Torrassa : 1960-1980. L'Hospitalet de Llobregat : Centre d'estudis de L'Hospitalet, 1995 .- Quaderns d'Estudi, 11
- Salmerón Vargas, Inocencio ; Archives municipales de L'Hospitalet : Històries de Collblanc-La Torrassa. L'Hospitalet de Llobregat : Mairie, 2009
- Santacana i Torres, Carles (animateur) ; Capdevila, Vicenç (intervenent) : « L'Administració local durant la transició ». Dans : Aracil, Rafael. (éd.) ; Segura, Antoni (éd.). Memòria de la transició a Espanya i a Catalunya. La reforma de l'exèrcit i de l'administració local. Barcelona : Edicions Universitat de Barcelona, cop., 2000
- Santacana i Torres, Carles : « L'Administració local durant el franquisme ». Dans : Aracil, Rafael. (éd.) ; Segura, Antoni (éd.). Memòria de la transició a Espanya i a Catalunya. La reforma de l'exèrcit i de l'administració local. Barcelone : Edicions Universitat de Barcelona, cop., 2000

Zone Web

- Association d'habitants Bellvitge : Bellvitge50. 50^e anniversaire de Bellvitge 1965-2015 < <http://bellvitge2015.blogspot.com.es/>>
- Association d'habitants : le quartier de La Bomba de l'Hospitalet de Llobregat <<http://barriodelabomba.wordpress.com/>>
- Association d'habitants Collblanc-Torrassa : documentaire historique <<http://www.youtube.com/watch?v=5oggs2ZECvc#t=29> >
- Éléves de Punt Omnia Jis ; Racines de L'Hospitalet : Mémoire du quartier de La Torrassa et Collblanc <<http://memoriadebarrilatorrassa.blogspot.com.es/> >
- Archives historiques Santa Eulàlia de Provençana < <http://provenzana.blogspot.com.es/>>
- Archives municipales de L'Hospitalet : Dossiers pédagogiques < <http://www.l-h.cat/arxiu-municipal> >
- Bagán Nebot, Luis : L'Hospitalet de Llobregat. Images rétrospectives d'une ville <<http://lhospitaletdellobregat.wordpress.com/> >
- Centre d'estudis de L'Hospitalet : Babel'H. Base de données < <http://www.celh.org/>>
- Coopérative de cinéma alternatif : *Can Serra : L'objection de conscience en Espagne* (1976) <<https://archive.org/details/objetoescanserra>>
- Musée de L'Hospitalet : Recherches et études sur L'Hospitalet dans la base de données documentaire <<http://www.museul-h.cat> >
- Musée de L'Hospitalet : *L'Hospitalet des années 70 : la fin d'une dictature* (2007) + extras <http://www.youtube.com/watch?v=wO_HUMk8mZw >
- Musée de L'Hospitalet : Témoignages d'habitants de L'Hospitalet sur la lutte antifranquiste (15) <<http://www.youtube.com/user/MuseuLHospitalet> >

Itinéraire de la Route

Il faut dire que certaines stations figurant dans l'itinéraire sont en dehors de l'itinéraire suggéré ; c'est pourquoi elles ont été recueillies au point le plus proche.

En partant de la place Espanyola

E	STATIONS
E	1. Club Pimpinela Pl. Espanyola 8-9.
1	Dirigez-vous vers le nord-ouest de la place Espanyola vers la rue Montseny
2	Tournez à gauche dans la rue Montseny
3	Tournez à droite dans la rue Llobregat
4	Tournez à gauche dans route de Collblanc/N-340
E	2. Parc de la Marquise. 67,73, Route de Collblanc
E	3. Église Sant Ramon Nonat de Collblanc. Route de Collblanc 72
5	Tournez à gauche dans rue de la Creu Roja
E	4. Samper i Frasquerías Pedret. Passage Amat s/n
6	Tournez à droite sur la place Sènia
7	Suivez la rue du Mont
8	Tournez à droite dans Av. Torrent Gornal
9	Tournez à gauche dans rue Font
10	Tournez à droite dans rue Bòbiles
11	Tournez à gauche dans rue Llevant
12	Tournez à droite dans rue El·lipse
13	Tournez à gauche dans rue Dr. Ramon Solanich i Riera
E	5. Hôpital Général de L'Hospitalet, ancienne Croix Rouge. 29.41, avenue Josep Molins
14	Au rond-point, prenez la première sortie dans av. Miraflores .
E	6. Pylônes électriques. Av. Primavera et Av. Catalunya
E	7. Centre Social La Florida. 62, rue Enginyer Moncunill
E	8. Église Nuestra Señora de la Llum. Rue Enginyer Moncunill
15	Tournez à droite dans rue Enginyer Moncunill
16	Tournez à droite dans av. Masnou
E	9. Immeubles Florida. Pl. Blocs Florida
17	Au rond-point, prenez la première sortie dans rue de Sant Rafael .
E	10. Parc Les Planes / La Cardoner
18	Au rond-point, prenez la troisième sortie dans av. Electricitat .

19	Tournez à gauche dans rue del Molí
E	11. Lycée Torras i Bages. 101, av. de Can Serra
E	12. La Carpa. Pl. de la Carpa
E	13. Maison de la Réconciliation 1974. 80-82, av. Can Serra
E	14. École pour adultes de Can Serra. 80-82, av. Can Serra
E	15. Groupe d'Objecteurs de Can Serra. 80-82, av. Can Serra
20	Tournez à droite dans av. Can Serra
21	Tournez à gauche dans route Esplugues
22	Tournez à gauche dans av. Josep Tarradellas i Joan Allez jusqu'au rond-point.
E	16. La Farga - Altos Hornos de Cataluña S.A. 2, rue de Barcelona
23	Tournez à droite dans rue Girona
24	Tournez à droite dans rue Tarragona
25	Tournez à gauche dans Rambla Just Oliveras
E	17. Centre catholique. 34, Rambla de Just Oliveras
26	Tournez à gauche dans rue Barcelona
E	18. Hôtel de ville de L'Hospitalet. Place de l'Ajuntament
E	19. Pâté de maisons des Syndicats
E	20. Église Sant Josep (145, rue d'Enric Prat de la Riba)
27	Tournez à droite dans Rambla Just Oliveras
E	21. Pont de la Liberté. Av. Del Carrilet / Rambla de la Marina
E	22. Église Sant Isidre. 3, rue de l'Aprestadora
28	Suivez Rambla de la Marina Vous passerez 2 ronds-points
E	23. Immeubles de Bellvitge et Association d'habitants
E	24. Hôpital de Bellvitge
E	25. La zone d'El Gornal

En arrivant à Rambla de la Marina

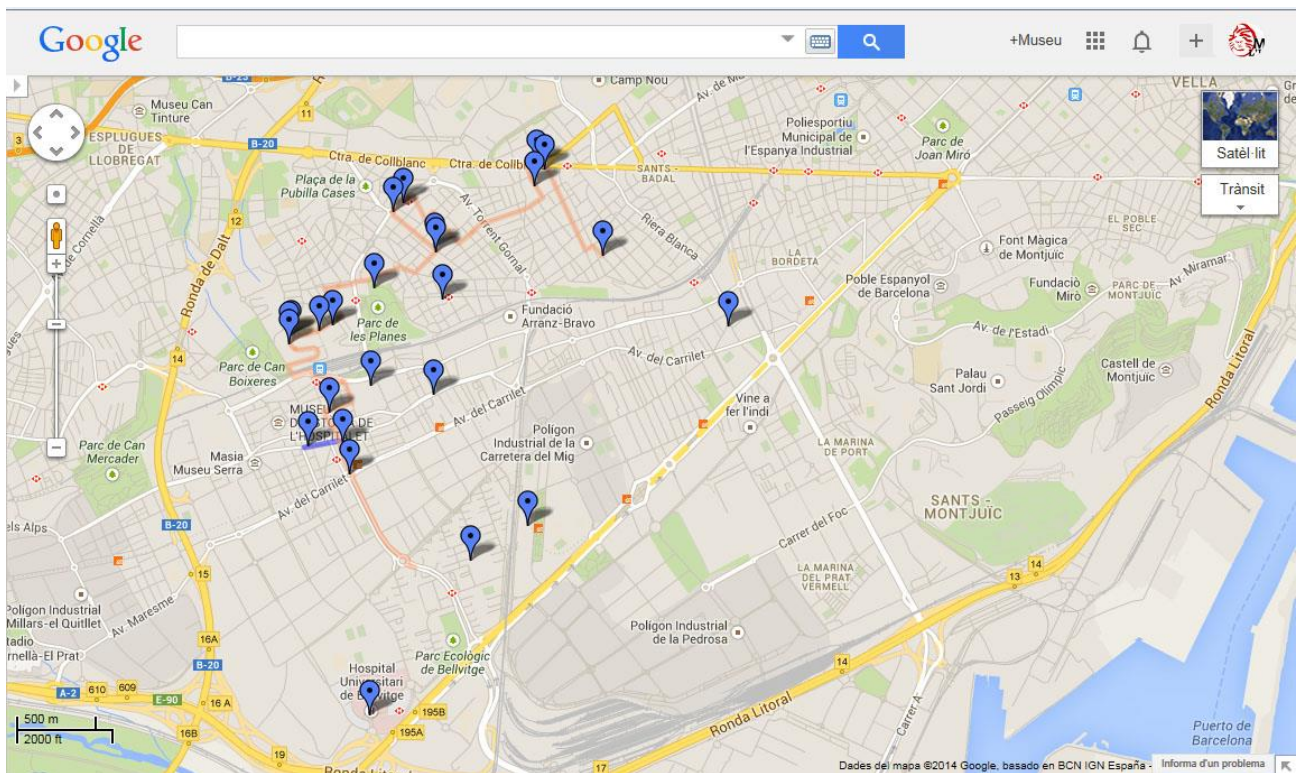
Total : **6,9 km** -

Pour prendre les transports en commun, il est recommandé d'aller jusqu'à la station de métro L1-Bellvitge

Route dans Googlemaps avec des ressources d'Internet

Pour faciliter la lecture et le suivi des contenus des stations, ceux-ci sont présentés de manière résumée.

<https://maps.google.es/maps/ms?msid=212322510388449092262.0004f1ad900e056f5a3a1&msa=0&ll=41.391685,2.107916&spn=0.040309,0.066175>



et raccourcie <http://ow.ly/uZour>

FICHE D'ACTIVITÉS

1. Rédige un résumé du parcours.
2. Définit « processus de transition démocratique »
3. Cite les facteurs conjoncturels présents à L'Hospitalet pendant la transition démocratique.
4. Cite les acteurs du changement.
5. Quelles étaient les caractéristiques principales des « chrétiens de base » ? Que signifie J.O.C. ?
6. Quelles activités se déroulaient dans les églises ? Pourquoi ?
7. Cite les centres paroissiaux les plus actifs pendant la transition démocratique à L'Hospitalet.
8. Le mouvement ouvrier était dirigé par le syndicat Comisiones Obreras. Quelle stratégie suivit-il pour élargir sa capacité d'action ?
9. Pourquoi considère-t-on que le Centre social La Florida était « une île de liberté et une école de citoyens actifs » ?
10. La planification urbanistique peut-elle être un élément fondamental de la cohésion sociale ?
Raisonne ta réponse.
11. Quelles furent les premières revendications des Associations d'habitants ?
12. À L'Hospitalet, quel fut le parti d'opposition dominant pendant le processus de transition ?
13. Les Objecteurs de conscience de Can Serra ne jouèrent pas de la compréhension des habitants et de l'opposition antifranquiste. Pourquoi ?
14. Quelles alternatives proposaient les Objecteurs de conscience de Can Serra au service militaire ?
15. Quelles différences y a-t-il entre une armée entièrement professionnelle et une de recrutement ?
Penses-tu que les armées sont nécessaires ? Pourquoi ?
16. Quelle fut la première lutte des habitants de type « écologique » à L'Hospitalet ? Quels intérêts s'opposèrent ?
17. Que fut l'Assemblée démocratique de L'Hospitalet ? Quelles étaient ses revendications ?
18. Les médias en général et la presse écrite en particulier jouèrent un rôle important pendant la transition démocratique. Les lignes éditoriales de certains titres étaient les porte-parole des mouvements sociaux. Peux-tu citer le nom de certains de ces quotidiens nationaux ?
19. Pourrais-tu dire quels étaient les quotidiens généralistes de L'Hospitalet dans les années 70 ? Lequel distinguerais-tu et pourquoi ?
20. La mort de Franco accéléra le processus de démocratisation du pays et supposa une « rupture démocratique » et une « réforme politique ». Cherche de l'information et explique les différences.

LISTE D'IMAGES ET DOCUMENTS

1. Plan de la ville et districts

Collblanc et La Torrassa

2. Club Pimpinel·la et place Espanyola, Noël 1965 (Recueil d'images *El Tot L'H*)
3. Parc de la Marquise et mairie du district Collblanc-Torrassa (années 70)
4. Affiche « Nous avons sauvé le parc pour la démocratie », 1977. Fonds Felip Gómez – Mercè Olivares. AMLH R. 5714
5. Affiche Comisiones Obreras à L'Hospitalet. Fonds R. Luque. AMLH R. 8726

Pubilla Casas

6. Arènes itinérantes pour les fêtes du quartier (Av. Primavera)
7. *Pâques dans la ville. La Confrérie 15+1 organise cinq processions.* (Hémérothèque. *Diari L'Hospitalet*, 10/04/1995)

Florida – Les Planes

8. Pylônes électriques Av. De la Primavera
9. Idem. Pylône électrique
10. Église Nuestra Señora de la Llum, milieu des années 50
11. Église Nuestra Señora de la Llum, années 70
12. Immeubles Florida (Av. Primavera, rue Pins). Photo : J. Ciuret – AMLH
13. Inauguration Immeubles Onésimo Redondo en 1970

Can Serra

14. Manifestation contre La Cardoner. AMLH.
15. Rues non goudronnées à Can Serra
16. *Installation d'un théâtre itinérant ministère de l'information et du Tourisme*
17. Structure de « La Carpa » 1972-73
18. Construction de la Maison de la Réconciliation (1974). Photo : Trilla. AMLH
19. Hommage aux personnes âgées pendant la construction de la Maison de la Réconciliation (1974)
20. Assemblée d'habitants à La Carpa
21. École pour adultes de Can Serra
22. Acte informatif de Comisiones Obreras, Maison de la Réconciliation (1975)

El Centre et Sant Josep

23. Fumées de La Farga
24. Manifestation contre la pollution de La Farga (juillet 1980)
25. Affiche festival Chanson catalane moderne, 1964
26. Affiche forum cinéophile Cinématographie catalane, 1965
27. Manifestation contre le manque d'écoles (années 70)
28. Adhésion au Statut de Sau 1979. Photo : J. Hernández
29. Ca l'Oliveras, siège du Syndicat vertical
30. Pâté de maison des Syndicats (1979)

Santa Eulàlia et Granvia Sud

- 31. Publication de l'Association d'habitants Santa Eulàlia 1976. *En Equipo*
- 32. Voies du train Carrilet en surface

Bellvitge et El Gornal

- 33. Promotion immobilière et inondations à Bellvitge
- 34. Construction de l'hôpital et inondations, 1971. Photo : R. Zuriguel
- 35. Construction zone d'El Gornal (photo de 1977 environ)

ANNEXE

